

## SAINT-DENIS (93)

### Mémoire en réponse à l'avis délibéré de la MRAE

Note NT/IMO/TUC21045/2022/004/VA

Septembre 2022



Compagnie Française de Géothermie

3, Avenue Claude Guillemin – B.P. 46429  
45064 ORLEANS CEDEX 2 France

Tél.: 02 38 64 31 22 - Fax: 02 38 64 32 83  
[contact@cfgservices.fr](mailto:contact@cfgservices.fr) - [www.cfgservices.fr](http://www.cfgservices.fr)

RCS Orléans 444 572 044 – SIRET 444 572 044 00014

## QUALITE

Numéro affaire : TUC21045

Numéro de rapport : NT/IMO/TUC21045/2022/004

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Nom : Gille Anne-Lise Date : 08/09/2022	Nom : Chouet Pierre Date : 08/09/2022	Nom : Lasne Eric Date : 08/09/2022
Signature	Signature	Signature P.O
		

## REVISION

Version	Date	Modification
A	08/09/2022	Document d'origine
B		
C		
D		

## CLIENT

**Nom :**  
Syndicat mixte des réseaux d'énergie calorifique  
SMIREC

**Adresse :**  
75 rue Rateau  
Urbaparc 3  
Bâtiment i3  
93126 La Courneuve cedex

## DIFFUSION

SMIREC  
Préfecture de Seine-Saint-Denis (93)  
DRIEAT Ile de France  
MRAE Ile de France

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>REPONSES AUX PRECISIONS DEMANDEES PAR L’AUTORITE ENVIRONNEMENTALE D’ILE DE FRANCE .....</b>	<b>5</b>
2.1	Remarque sur les modalités d’association du public en amont du projet .....	5
2.2	Remarque sur l’articulation du projet avec le PCAET de Plaine Commune.....	7
2.3	Remarque sur la justification du choix d’implantation du projet.....	9
2.4	Remarque sur les nuisances sonores générées par le projet .....	10
2.5	Remarque sur les conditions d’exploitation du chantier et les mesures de suivi et de correction d’éventuels émergences sonores.....	17
2.6	Remarque sur les dispositions à prendre pour assurer le contrôle des nuisances sonores .....	17
2.7	Remarque sur les émissions de gaz à effet de serre et qualité de l’air .....	17
2.8	Remarque sur les émanations d’hydrogène sulfuré.....	19
	<b>ANNEXE AVIS DELIBERE N°APJIF-2022-064 DE LA MRAE .....</b>	<b>20</b>

## 1 PREAMBULE

L'objet du présent document est la réalisation d'un nouveau doublet géothermique sur la commune de Saint-Denis (93). Le doublet sera constitué d'un puits producteur et d'un puits injecteur inclinés, permettant d'exploiter l'eau chaude présente dans l'aquifère profond du Dogger.

Le dossier de demande conjointe de périmètre de recherche et d'ouverture de travaux de forage du projet géothermique de Saint-Denis est en cours d'instruction par la Préfecture de Seine-Saint-Denis (93) avant son passage en enquête publique prévue du 10 octobre au 14 novembre 2022.

A ce titre, il a été soumis à avis auprès de l'autorité environnementale MRAe d'Ile-de-France (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) visant à éclairer le public sur la qualité de l'étude d'impact et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet.

L'objet de cette note est d'apporter des éléments de réponse aux questions posées par la MRAe, suite à leur avis délibéré du 25 août 2022 (Cf. Avis n°APJIF-2022-064 en Annexe) joint au dossier d'enquête publique pour apporter au public tous les éléments susceptibles d'évaluer les incidences du projet sur l'environnement.

De manière générale le complément de réponse, présenté ci-après, fait référence aux dossiers de « Demande d'autorisation de recherche d'un gîte géothermique au Dogger » et de « Demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers » (AR-AOTM) sur la commune de Saint-Denis déposés le 21 avril 2022 et complété le 14 juin 2022 par la maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte des réseaux d'énergie calorifique (SMIREC).

## 2 REPONSES AUX PRECISIONS DEMANDEES PAR L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE D'ILE DE FRANCE

### 2.1 Remarque sur les modalités d'association du public en amont du projet

*Le dossier ne précise pas les modalités d'association du public en amont du projet (p11).*

En amont du projet, l'ensemble des parties prenantes (les communes, bailleurs sociaux, Plaine Commune Energie) ont étudié ensemble le périmètre de la DSP et les possibilités d'étendre le réseau de chaleur à différentes zones de la ville avec une mixité urbaine forte (logements existants, nouvelles ZAC, équipements publics...).

Le Comité Syndical du SMIREC du 4 juin 2013 a entériné la création d'une « Commission Consultative des Services Publics Locaux » (CCSPL) et d'un comité des usagers.

La CCSPL s'est réunie notamment lors de l'attribution de la DSP à Plaine Commune Energie, puis chaque année pour la présentation du rapport d'activités et de l'avancement du projet.

Le comité des usagers de la DSP a pour vocation de permettre l'expression des usagers finaux du service public et a été créé à la demande des élus du SMIREC lors de la création du Syndicat. Il a été constitué en 2015 et réunit une vingtaine d'usagers représentatifs des différents types de bâtiments (logements privés et sociaux, équipements publics, bureaux).

Il se tient chaque année pour la présentation de rapports d'activité de la DSP et des avenants à la DSP. Présidé par un élu du SMIREC, il a défini son règlement intérieur et sa première initiative a été à l'origine de la création d'un guide des usagers destiné à une meilleure compréhension du fonctionnement du réseau de chaleur et notamment de la facturation et des différents intervenants (facture globale chauffage primaire/secondaire).

Des informations sur l'avancement du projet sont régulièrement publiées sur le site internet du SMIREC.

Le raccordement des bâtiments publics s'inscrit dans l'Agenda 21 de la Ville d'Aubervilliers et permet ainsi de renforcer l'implication du Territoire dans la transition énergétique (à l'exemple du raccordement d'écoles sur Plaine Commune qui ont été l'occasion d'actions de sensibilisation des enfants aux énergies renouvelables).

A travers le bulletin d'information du SMIREC, le contenu et le planning des travaux envisagés, les impacts majeurs du chantier, l'organisation de la circulation seront présentés aux élus et aux habitants du quartier lors de la réunion publique d'information prévue le 14 septembre 2022.

A noter que le dossier sera soumis prochainement à enquête publique afin de répondre aux questions soulevées par la population et le commissaire enquêteur. L'enquête publique aura lieu du 10 octobre 2022 et au 14 novembre 2022. Des affiches seront visibles et disposées sur la voie publique aux abords du site, en mairie et en préfecture avant et pendant toute la durée de l'enquête.

Un plan de communication a été établi et présenté à la Ville de Saint-Denis et aux élus.

A noter également que le dossier et les actualités liées au projet sont présentés sur le site internet du SMIREC depuis juillet 2022 à l'adresse suivante :

<https://www.smirec.fr/actualites/infos-travaux/dossier-de-demande-d%E2%80%99autorisation-de-recherche-d%E2%80%99un-gite-geothermique-au-dogger-demande-d%E2%80%99autorisation-d%E2%80%99ouverture-de-travaux-miniers.html>

Les informations et documents mis à disposition concernant cette enquête publique seront également diffusés sur le site de la préfecture aux adresses suivantes :

<https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/>

<http://doublet-gerothermique-dogger.enquetepublique.net>

[doublet-gerothermique-dogger@enquetepublique.net](mailto:doublet-gerothermique-dogger@enquetepublique.net)

Par ailleurs, l'organisation de visites du chantier de forage ouvertes au public est prévue pendant les travaux ; elle dépendra essentiellement de l'organisation définitive du chantier et en fonction des dates de réalisation des forages (le format des visites sera limité en fonction de la météo et des opérations en cours sur le chantier eu égard notamment aux dispositions de sécurité).

A l'avenir, les populations desservies par le futur réseau seront régulièrement informées du fonctionnement du doublet de géothermie et du réseau, et bien entendu des travaux liés à la distribution de chaleur. Les canaux de communication seront ceux du SMIREC, par le bulletin d'information municipale et par voie d'affichage direct dans les halls d'immeubles.

## 2.2 Remarque sur l'articulation du projet avec le PCAET de Plaine Commune

*L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse de l'articulation du projet avec le PCAET Plaine Commune, en considérant les contributions du projet en matière de développement des énergies renouvelables et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (p12).*

Le PCAET territorial a été adopté au conseil territorial du 25 février 2020 pour six ans de 2020 à 2026. Il a pour priorité d'inscrire le territoire de Plaine Commune dans la trajectoire de la neutralité carbone 2050 (actée par l'Accord de Paris pour le Climat en 2015).

Voir les détails du PCAET à l'adresse suivante : [https://plainecommune.fr/fileadmin/user\\_upload/Projet\\_PCAET](https://plainecommune.fr/fileadmin/user_upload/Projet_PCAET).

Ce PCAET détaille les objectifs fixés sur le territoire quant aux différentes orientations destinées notamment à mettre en place les actions « permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il présente 64 actions et s'articule avec l'adoption d'un Plan d'Urgence pour l'adaptation au changement climatique et la création d'un comité de suivi citoyen ; vigie de la politique climat air énergie du territoire. **Les objectifs de sobriété carbone du PCAET sont les suivants :**

- Réduire les consommations d'énergie finale de 20 % à l'horizon 2030 et de 40 % à l'horizon 2050, sur la base des consommations de 2005.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030 et de 75 % d'ici 2050, sur la base des émissions de 2005, tout en recherchant à compenser les 25 % d'émissions de gaz à effet de serre restantes, avec un maximum de solutions locales et endogènes.
- Atteindre 10 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique du territoire à l'horizon 2030, et 30 % de l'énergie consommée d'origine renouvelable à l'horizon 2050.
- Ramener les concentrations de polluants atmosphériques, en matière de qualité de l'air, sous les seuils réglementaires, mais aussi à limiter l'impact des pollutions atmosphériques sur les futurs usagers ou habitants.

La stratégie du PCAET se décline en 5 axes :

- **Axe 1 :** Sobriété et justice sociale. Une écologie au service des urgences climatiques et des urgences sociales.
- **Axe 2 :** Résilience. Un territoire qui se prépare et protège ses populations contre les impacts du changement climatique.
- **Axe 3 :** Air et santé environnementale. Un territoire qui protège ses populations contre la pollution de l'air.
- **Axe 4 :** Transition énergétique et économie circulaire. Un territoire qui valorise ses ressources, favorise la création d'emplois et d'activités économiques.
- **Axe 5 :** Transition collaborative et partagée. Un territoire qui innove et construit collectivement un nouveau modèle.

Le SMIREC fournit aujourd'hui 57 000 équivalents logements (dont 40 000 équivalents logements alimentés par le réseau DSP) en chauffage issu du réseau de chaleur urbain fonctionnant à plus de 50% aux énergies renouvelables et de récupération. Le réseau est le deuxième d'Ile de France récompensé par le label AMORCE.

Les réseaux du SMIREC assurent 95% des ENR consommées sur le territoire de Plaine Commune et constituent donc un levier important pour le développement des énergies renouvelables.

Plaine commune soutient le développement du réseau dans les villes de son territoire en vue de raccorder plus de 26 000 logements supplémentaires à l'horizon 2026.

La pertinence du projet vis-à-vis du schéma directeur de Plaine commune (2018) et du Plan Climat Air Energie de Plaine Commune est présenté au paragraphe 1.3.3.1 du dossier (p 61-62). Le choix d'une solution géothermique a été retenu car il s'avérait :

- plus pertinent économiquement ;
- plus vertueux environnementalement ;
- plus en cohérence avec la protection du cadre de vie des habitants ;
- compatible avec le potentiel énergétique de la zone.

Plus particulièrement le projet du SMIREC à Saint-Denis/Aubervilliers vise à :

- Exclure le recours aux combustibles fossiles ;
- Limiter les rejets atmosphériques ;
- Interconnecter les installations existantes (Chaufferie du fort de l'est) pour optimiser le fonctionnement du réseau existant ;
- Faciliter et proposer l'accès à une énergie propre au plus grand nombre via le classement de ces réseaux ;
- Alimenter 7 500 équivalents logements et les besoins du futur réseau d'Aubervilliers estimés à 52,7 GWh/an.
- Maîtriser les coûts d'exploitation, notamment au regard des fluctuations des énergies fossiles ;
- Lutter contre la précarité énergétique avec un taux de TVA réduit à 5.5% pour les abonnés dans la mesure où le réseau est alimenté pour une grande part par une énergie renouvelable (> 50%).

Le projet s'inscrit pleinement dans les objectifs du PCAET en termes de développement des réseaux de chaleur, le raccordement de la Ville d'Aubervilliers étant la meilleure solution permettant de réduire les émissions de CO2 d'environ 7 500 tonnes/an (par rapport à une solution de référence au gaz naturel) tout en assurant un taux d'énergies renouvelables supérieur à 50% sur l'ensemble du réseau de chaleur.

Avec une production de chaleur essentiellement assurée par la géothermie, ce projet participe à l'amélioration de la qualité de l'air sur la Ville d'Aubervilliers. La solution au Dogger valorisera la ressource présente sur cette partie du territoire et permettra de substituer 3400 tep/an d'énergie fossile.

Par ailleurs, la valorisation d'une énergie renouvelable et locale permettra de lutter contre la précarité des ménages puisque le prix de la chaleur proposé aux abonnés et usagers finals sera compétitif par rapport aux énergies traditionnelles (gaz, etc.) et garantira une meilleure stabilité à moyen et long terme (taux de TVA réduit sur l'ensemble de la facture, énergie moins soumise à la taxation carbone, etc.).



### 2.3 Remarque sur la justification du choix d'implantation du projet

*L'autorité environnementale recommande de mieux justifier le choix d'implantation du projet au regard d'autres solutions de moindre impact éventuel, notamment en termes de pollutions sonores en phase chantier (p13).*

Le site retenu permet de concilier, à la fois, la captation du plus haut potentiel de la ressource géothermale et une position en surface permettant un raccordement facilité avec le futur réseau de chaleur d'Aubervilliers (centre-ville, ZAC...).

L'alimentation en chaleur des habitants par l'intermédiaire d'un réseau de chaleur doit circuler dans une grande partie de la Ville, afin de proposer ce service au plus grand nombre quel que soit l'éloignement de son lieu d'habitation avec le site géothermique.

Dans le secteur d'étude, de nombreux ouvrages géothermiques existants (notamment ceux de La Courneuve et de Paris-Nord-Est) empêche toute nouvelle implantation géothermale au Dogger sur les communes de La Courneuve et Aubervilliers.

Dans le contexte fortement urbanisé et en plein renouveau de Plaine Commune, les disponibilités foncières sont fortement limitées.

Les terrains de 1 000 m<sup>2</sup> environ en phase exploitation pouvant accueillir un bâtiment d'exploitation et la zone de maintenance comportant les futures têtes de puits, et de surcroît d'environ 3 500 m<sup>2</sup> pour accueillir un appareil de forage pour les 3 mois de forage ne sont pas légion. A noter qu'idéalement une surface de l'ordre de 5 000 m<sup>2</sup> est préconisée pour l'implantation d'un chantier de forage. Pour le chantier de Saint-Denis, l'implantation du chantier a été fortement optimisée.

La proximité immédiate du site avec la chaufferie du Fort de l'Est présente également l'avantage de ne pas créer une liaison géothermale (canalisation) importante entre la centrale géothermique et la chaufferie.




## 2.4 Remarque sur les nuisances sonores générées par le projet

L'autorité environnementale recommande de :

- Compléter l'étude d'impact par une caractérisation de l'ambiance sonore actuelle du secteur du projet au niveau de l'école et des habitations, de jour comme de nuit ;
- Préciser le calendrier retenu pour les travaux afin que la période de forage corresponde à une période hivernale où les fenêtres des logements sont la plupart du temps fermées ;
- Sur la base des modélisations obtenues, évaluer les niveaux sonores prévisibles compte tenu des mesures de réduction envisagées, et adapter et renforcer si besoin ces mesures, en prenant en compte les valeurs-seuils recommandées par l'OMS ;
- Réaliser les mesures vibratoires et de bruit pendant les travaux, y compris de nuit et dès le début du chantier, afin de caractériser l'émergence sonore nocturne dans les zones habitées et de mettre en place des mesures de réduction supplémentaires des nuisances le cas échéant
- Mettre en place une plate-forme accessible en permanence au grand public qui permettrait d'afficher heure par heure les niveaux de nuisances phoniques constatées en façade des bâtiments d'habitation les plus proches.

- **Ambiance sonore du secteur**

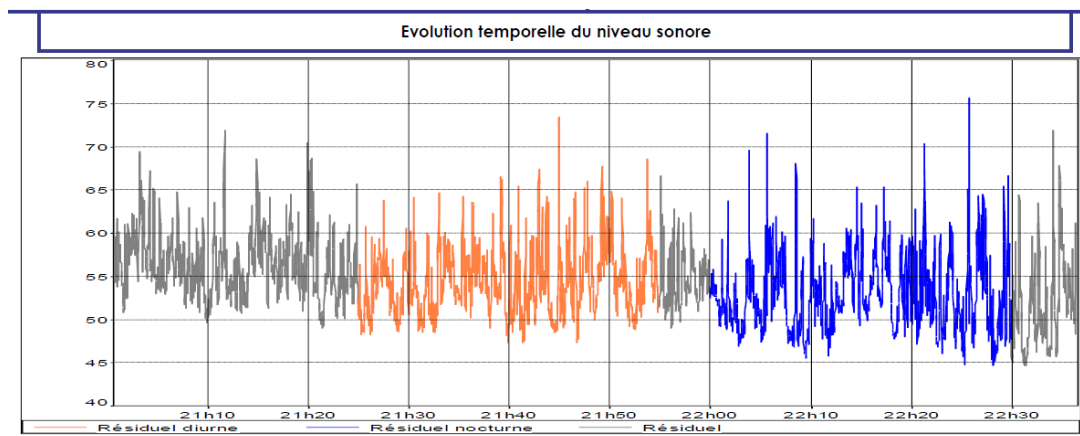
Une mesure de référence « point zéro » de l'état sonore du site a été enregistrée à proximité du site ; sur le cours du ru de Montfort (voir Figure suivante), à mi-chemin entre l'Ecole élémentaires Descartes et les immeubles du cours du ru de Montfort.

	<b>Point n° :</b>	<b>1</b>	Dates de mesures: 25/07/2022 Référence dossier: AL 22/25173 Hauteur du micro: 1,5m
	Client: SMIREC Projet: Centrale Geothermale		
<b>Localisation</b>		<b>Photo</b>	
			

Ces mesures correspondent au bruit de fond usuel dans le quartier et visent également à définir le niveau de bruit résiduel sur les périodes réglementaires. A noter que ces mesures ont été réalisées de 21h à 23h le 25 juillet 2022 en l'absence de travaux et en période estivale et n'ont pu être enregistrées plus longtemps.

L’ambiance sonore du secteur d’étude est principalement caractérisée par le bruit de circulation routière sur les infrastructures environnantes (rue du Maréchal Lyautey et cour du Ru de Montfort et de l’autoroute A1). Le bruit des personnes à proximité et de la végétation à proximité vient s’ajouter aux bruits du trafic routier. A noter que le bruit résiduel LAeq (niveau continu équivalent soit le niveau sonore moyen sur une période déterminée) est supérieur à 45 db(A) et atteint 56,6 db(A) en période diurne et 56 db(A) en période nocturne.

Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.



**Tableau des résultats**

Période	Niveau	LAeq [dB(A)]	L50 [dB(A)]	L90 [dB(A)]
Diurne	Ambiant	-	-	-
	Résiduel	56,5	53,5	49,5
Nocturne	Ambiant	-	-	-
	Résiduel	56,0	52,0	48,0

- **Calendrier des travaux**

Les étapes principales et la durée des travaux seront les suivantes :

- Travaux de génie-civil / plate-forme de forage : 4 mois d’octobre à février 2023
- Travaux de forage des puits producteur et injecteur : 3 mois de février à avril 2023
- Travaux de remise en état du site : 1 mois en mai 2023
- Travaux de construction et process en centrale : de juin 2023 à mars 2024
- Travaux d’équipement des puits et raccordement à la centrale : d’avril à juin 2024

Les travaux de forage sont estimés à 45 jours par puits environ et débuteront en février 2023 ; période hivernale et pluvieuse où les fenêtres des logements seront fermées. Il en sera de même pour le mois de mars 2023. La période d’avril 2023 sera plus douce et le risque que les habitants du quartier ouvrent leurs fenêtres sera présent.

Compte tenu du temps nécessaire à l’instruction du dossier réglementaire et à la préparation de la plate-forme de forage, les travaux de forage ne pourront débuter plus tôt.



d'atteindre une hauteur importante jusqu'aux derniers étages des immeubles voisins. Il limitera également les impacts visuels du chantier.

Ce mur diminuera de manière significative les nuisances sonores générées en plus des mesures d'atténuation prises pour le chantier :

- Passage de l'appareil de forage en configuration électrique avec raccordement au réseau HTA (l'appareil de forage fonctionne habituellement sur des générateurs diesel bruyants),
- Installation de protections acoustiques au niveau des pompes (capotages) et sur tous les éléments pouvant générer des nuisances sonores,
- Installation de protections acoustiques sur le mât de forage et autour du plancher de forage jusqu'à la passerelle d'accrochage (40 m).

Plusieurs équipements de la machine de forage possèdent déjà leur système de réduction du bruit :

- Les 3 principaux skid de générateurs s'assemblent et forment une salle des machines totalement fermés. Les parois intérieures de la salle ainsi formées sont traitées avec un composé amortisseur de vibrations qui réduit le son transmis par la structure. Les parois sont revêtues d'un matériau insonorisant, puis recouvertes d'une tôle perforée dont l'absorption du son a été prouvée.

L'échappement des moteurs diesel passe par un silencieux qui sort de l'enceinte verticalement en dispersant toute énergie sonore restante vers le haut. Les silencieux sont des silencieux "Super Hospital Plus" avec une atténuation sonore de 50dbA. Ces silencieux sont des silencieux réactifs et absorbants qui sont généralement utilisés pour les moteurs où les réglementations sur le niveau sonore sont extrêmes.

La ventilation de l'enceinte et du radiateur s'écoule également vers le haut par le biais d'un déviateur insonorisé. Les grilles d'admission sont également insonorisées et conçues pour faire rebondir l'énergie sonore contre l'arrière des grilles qui se chevauchent, ce qui réduit (absorbe) davantage l'énergie sonore.



- L'unité de puissance hydraulique de l'appareil de forage est installée, avec des tampons amortisseurs de vibrations, dans l'un des caissons de la sous-structure avec des parois insonorisées (matériau d'insonorisation recouvert de tôle perforée). Les parois, l'intérieur du toit et le bas de la plaque de pont sont traités avec un composé amortisseur de vibrations qui réduit le son transmis par la structure.





- Le plancher de forage et la plateforme d'accrochage sont entourés de bardage anti-bruit.



- L'unité de contrôle de l'obturateur de puits est installée avec des tampons amortisseurs de vibrations dans un container dont les parois sont insonorisées (matériau d'insonorisation recouvert d'une tôle perforée).



Des bâches acoustiques seront mises en place sur les éléments bruyants de la machine (Cf. figures suivantes) :

- Bâches acoustiques autour des tables de mixage,
- Bâches acoustiques autour du TGBT,
- Bâches acoustiques autour des pompes,
- Bâches acoustiques autour des shakers boues.

• Tables de mixage

Plusieurs tables sont situées à l'intérieur d'une enceinte partielle de bâches acoustiques (prc control barrier - HERAS). La mesure est effectuée à proximité d'une machine puis en face de la se acoustique à environ 1m.



• TGBT

Plusieurs équipements techniques TGBT sont situés à l'intérieur d'une enceinte complète de bâches acoustiques (produit Noise control barrier - HERAS). Cette enceinte n'est cependant pas hermétique et de grandes ouvertures permettent la diffusion du bruit. La mesure est effectuée à l'intérieur de l'enceinte puis à l'extérieur à environ 1m des bâches.



• Shaker boues

Plusieurs shakers sont situés à l'intérieur d'une enceinte partielle de bâches acoustiques (produit BDF AC-050 - BACHES DE FRANCE). La mesure est effectuée à proximité des machines (photo ci-dessous) puis à l'extérieur de l'enceinte à environ 1m des bâches.



• Pompes

Plusieurs pompes sont situées à l'intérieur d'une enceinte complète de bâches acoustiques (produit Noise control barrier - HERAS). Cette enceinte n'est cependant pas hermétique et de grandes ouvertures permettent la diffusion du bruit. La mesure est effectuée à l'intérieur de l'enceinte, puis à l'extérieur à environ 1m d'une face complète de bâches (ouverture d'un mètre au niveau du sol).



La réduction acoustique par la mise en place de bâches acoustiques permet une atténuation complémentaire (comme cela a été réalisée sur la même machine de forage modélisée en septembre 2021 dans l'étude acoustique sur le chantier de Rueil Malmaison par SMP ENERGIES).

L'atténuation complémentaire obtenue grâce à ces différentes bâches a été mesurée en moyenne à 8,5 db(A). Le tableau suivant synthétise les résultats des atténuations acoustiques mesurés, selon les équipements et le type de bâche acoustique, arrondis à 0,5 dB près :

Equipement	Bâches	Atténuations acoustiques déduites des mesures acoustiques par bande d'octave (en dB)							Atténuation globale (en dB(A))
		125 Hz	250 Hz	500 Hz	1000 Hz	2000 Hz	4000 Hz	8000 Hz	
Tables de mixage	Noise control barrier - HERAS	5,5	10,0	8,5	9,5	11,0	11,0	11,5	9,5
TGBT	Noise control barrier - HERAS	8,5	8,5	7,0	9,5	9,5	9,0	11,0	8,5
Pompes	Noise control barrier - HERAS	3,5	4,0	8,0	6,5	6,5	7,0	10,5	6,5
Shaker boues	BDF AC-050 – Bâches de France	6,5	4,5	7,0	9,5	11,5	12,0	13,5	9,0
Moyenne		6,0	6,5	7,5	8,5	9,5	10,0	11,5	8,5

Pour contrôler le dispositif, seront mis en place au démarrage du chantier des capteurs acoustiques qui mesureront les niveaux de bruit en continu en limite de chantier. **Les mesures de bruit en continu seront bien prévues pendant la phase de chantier aux abords du site** afin de respecter les normes en vigueur, contrôler les émergences du chantier et de procéder à des ajustements si nécessaires

Des mesures complémentaires (jour, nuit) du bruit et des émergences sonores à d'autres points plus éloignés du chantier pourront être envisagées si nécessaire.

Dans le cas où le chantier entrainerait des dépassements des niveaux sonores réglementaires, des mesures correctives seront mises en œuvre pour limiter le bruit émergent du chantier. Parmi les optimisations sonores qui peuvent être envisagées si nécessaire on retrouve :

- la pose d'écrans supplémentaires,
- la limitation des circulations de véhicules et interdiction d'utilisation des bips de recul des véhicules,
- l'organisation du chantier en vue de minimiser les transports de nuit et durant les jours de fin de semaine, pour limiter les nuisances liées à la logistique indépendante de l'appareil de forage. La livraison de matériels ou produits sera interdite la nuit. Les transports de nuit concerneront uniquement les véhicules légers du personnel
- l'aménagement des horaires des tâches les plus bruyantes. Les opérations les plus bruyantes (cimentation des cuvelages en acier, acidifications...) ne seront pas effectuées de nuit.
- **Mesure vibratoire pendant les travaux**

La mesure vibratoire ou des capteurs de vibrations ou capteurs sismiques, n'ont jamais été installés lors de projets des projets de géothermie au Dogger en région parisienne ; qui visent des couches géologiques profondes homogènes et stables mécaniquement.

Aucune sismicité ou micro-sismicité induite lors de la réalisation des forages ou en phase d'exploitation n'a été relevée sur les forages géothermiques sur les 40 dernières années dans le bassin parisien.



- **Plate-forme accessible au public pour évaluer les nuisances phoniques pendant les travaux**

Il n'est pas prévu de plate-forme dédiée à la diffusion en temps réel des nuisances sonores pendant le chantier. Toutefois si nécessaire les résultats des mesures de bruit seront tenus à disposition du public. Le SMIREC déploiera, en concertation avec la commune de Saint-Denis, un dispositif de communication complet pour informer les usagers et riverains des travaux en cours.

## 2.5 Remarque sur les conditions d'exploitation du chantier et les mesures de suivi et de correction d'éventuels émergences sonores

*Remarque adressée à l'autorité décisionnaire.*

## 2.6 Remarque sur les dispositions à prendre pour assurer le contrôle des nuisances sonores

*Remarque adressée au Maire de Saint-Denis*

Le SMIREC traitera ce sujet directement avec la Ville de Saint-Denis.

## 2.7 Remarque sur les émissions de gaz à effet de serre et qualité de l'air

*L'autorité environnementale recommande de compléter l'étude d'impact par un bilan global des émissions de gaz à effet de serre émis et évités par le projet en prenant en compte l'ensemble de son cycle de vie (phases chantier et d'exploitation).*

A terme, le projet de géothermie de Saint-Denis fournira environ 60% d'ENR pour l'ensemble du réseau. Et la mise en œuvre du doublet de géothermie permettra de couvrir un minimum de 70% des besoins des bâtiments raccordés d'Aubervilliers.

En phase travaux, la quantité de GNR consommée pour la réalisation des puits est estimée à 4000 litres par jour. Ce poste est le plus important en termes de consommation de fioul et donc de rejets CO<sub>2</sub>.

Le choix d'une électrification de la machine de forage permettra :

- une économie de 350 m<sup>3</sup> de GNR (pour alimenter les générateurs) sur toute la durée du chantier de forage,
- une réduction des émissions de gaz à effet de serre en limitant la combustion du GNR pendant le chantier et le nombre de camions pour la livraison de celui-ci ; soit une estimation de 920 tonnes de CO<sub>2</sub> évités.

Au total environ 128 tonnes de CO<sub>2</sub> seront rejetées en phase travaux. Contre 1048 tonnes équivalent carbone rejetés dans le cas d'une alimentation en GNR du chantier de forage (Cf Paragraphe 5.7.1 du dossier réglementaire).

Le projet est une création de réseau ; il n'y a donc pas de situation actuelle mais une solution de référence 100% gaz. Le bilan environnemental du projet en exploitation est résumé dans le tableau suivant.

Critères de comparaison	Avant opération (existant ou solution de référence)	Après opération	Différentiel
Rendement moyen de l'installation	92%	92%	92%
Emission CO <sub>2</sub> (Tonnes)/an	11 751	4 257	<b>-7 493</b>
Emission SO <sub>2</sub> (Tonnes) /an	229	233	4
Emission NO <sub>x</sub> (Tonnes) /an	12 897	13 122	225
Emission poussières à 11% d'O <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	0	0	0

Emissions CO<sub>2</sub> pour le gaz : 205 kg/MWh PCI

Emissions CO<sub>2</sub> pour l'électricité : 73 kg/Mwhe

Emission SO<sub>2</sub> (Tonnes): 4 kg/MWh PCI

Emission NO<sub>x</sub> (Tonnes) : 225 kg/MWh PCI

Au global, sur une année de fonctionnement et en régime établi, le réseau projeté sur Aubervilliers permettra d'éviter l'émission d'environ 7 500 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

La synthèse technique principale du projet est le suivant :

		Situation future (intégrant le projet Géothermie)
Répartition des énergies (en MWh/an sortie chaudière)	Géothermie	34 392
	Electricité	5 683
	Gaz	17 244
	Total	57 320
CO <sub>2</sub> évité (en tonnes/an)		7 493
Contenu CO <sub>2</sub> du réseau (tCO <sub>2</sub> /MWh livré)		0,08
Longueur du réseau de chaleur (en ml de tranchée)		9 106
Nombre de sous stations		28
Puissance souscrite totale (en kW)		31 701
Quantité de chaleur EnR et R injecté dans le réseau en MWh/an		34 392
Quantité de chaleur MWh/an vendus en Ss station		52 734
Densité globale du réseau (Calcul livré en sous-station MWh /ml)		5,79
Densité globale EnR&R (Calcul livré en sous-station MWh /ml)		3,47
Nombre équivalents logements raccordés		7 440
Taux EnR&R injectée dans le réseau (%)		60%

Concernant les gains apportés par le projet en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le réseau a été modélisé afin de quantifier son contenu de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Il en ressort un contenu en CO<sub>2</sub> de 80 kg CO<sub>2</sub>/MWh ou 80 g CO<sub>2</sub>/kWh. Soit pour une livraison de chaleur de 52 734 MWh /an, l'émission de plus de 4 200 tonnes CO<sub>2</sub>/an sera produite.

A titre de comparaison, pour un fonctionnement à 100 % au gaz naturel et sur la base d'un contenu du gaz de 205 kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>pci</sub>, l'émission d'environ 12 000 tonnes CO<sub>2</sub>/an serait produite pour 52 734 MWh/an ou 58 535 MWh<sub>pci</sub>/an.

## 2.8 Remarque sur les émanations d'hydrogène sulfuré

*L'autorité environnementale recommande de faire figurer sur la plate-forme de suivi des nuisances évoquées à la recommandation n°7 (sur les émissions de GES) les résultats des mesures effectuées par les capteurs d'hydrogène sulfuré (p17).*

Les capteurs d'H<sub>2</sub>S seront disposés sur le chantier à des points stratégiques et enregistreront les gaz en continu pendant toute la durée du chantier. Les enregistrements seront mis à disposition de tout le personnel, des visiteurs ou des autorités de contrôle et consultables dans la cabine de chantier des géologues si nécessaire.

L'ensemble du personnel d'intervention disposera de capteurs portatifs H<sub>2</sub>S et d'un équipement ARI (appareil respiratoire isolant) permettant de se prémunir contre un risque potentiel d'inhalation de gaz. Des alarmes sonores et lumineuses se déclencheront en cas de dépassement des seuils d'alerte.

Un protocole d'intervention sera rédigé en lien avec le Plan de Prévention et Secours conforme au code minier. Il rappellera notamment les procédures à suivre et les interlocuteurs à contacter en cas de danger imminent, et intégrera également le voisinage immédiat du site.

**ANNEXE AVIS DELIBERE N°APJIF-2022-064 DE LA MRAE**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Conseil général de l'Environnement  
et du Développement durable**

**MRAe**

Mission régionale d'autorité environnementale  
**ÎLE-DE-FRANCE**

**Avis délibéré  
sur le projet de réalisation d'une opération de géothermie  
Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)**

N° APJIF-2022-064  
en date du 25/08/2022

# Synthèse de l'avis

Le présent avis porte sur le projet de réalisation d'une opération de géothermie, situé sur la commune de Saint-Denis, porté par le syndicat mixte des réseaux d'énergie calorifique (SMIREC) et sur son étude d'impact, datée de juin 2022. Il est émis dans le cadre d'une procédure de demande d'autorisation de recherche d'un gîte géothermique et d'une demande d'ouverture de travaux de forage exploratoire déposées au titre du code minier.

Le projet comprend la réalisation de :

- deux forages dit « doublet géothermique » dans la nappe d'eau souterraine du Dogger composé d'un puits de production et d'un puits de réinjection des eaux géothermales,
- un bâtiment géothermique de 245 m<sup>2</sup> dans lequel seront installés les équipements pour les échanges de chaleur (pompe à chaleur (PAC), échangeurs,...) permettant de récupérer les calories de l'eau géothermale,
- l'extension de 9 km du réseau de chaleur de Plaine Commune Énergie (PCE) pour l'alimentation en énergie de la commune d'Aubervilliers.

Le site identifié pour accueillir les forages est situé à l'est de la commune de Saint-Denis dans le quartier Bel-Air Nord, à proximité de la chaufferie biomasse et gaz du Fort de l'Est. Le terrain sur lequel seront implantés les puits de forage et la centrale géothermique a une superficie d'environ 3 300 m<sup>2</sup>. Il est actuellement occupé par des cheminements piétons, un terrain de sport et des alignements d'arbres.

Après réalisation des raccordements, le projet vise une valorisation énergétique de 52,7 Gwh/an.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale pour ce projet concernent :

- la protection des nappes souterraines et des eaux superficielles ;
- la pollution sonore ;
- les émissions des gaz à effet de serre et la qualité de l'air.

Les principales recommandations de l'Autorité environnementale sont de :

- mieux justifier le choix d'implantation du projet au regard d'autres solutions de moindre impact éventuel, notamment en termes de pollutions sonores en phase chantier ;
- compléter l'étude d'impact par une caractérisation de l'ambiance sonore du secteur du projet à l'état initial, de jour comme de nuit, et sur cette base, évaluer les niveaux sonores à l'état projeté en phase chantier comme en phase d'exploitation compte tenu des mesures de réduction envisagées, et adapter et renforcer le cas échéant ces mesures, en prenant en compte les valeurs-guides recommandées par l'OMS ;
- réaliser les mesures vibratoires et de bruit pendant les travaux, y compris de nuit et dès le début du chantier, afin de caractériser l'émergence sonore nocturne dans les zones habitées et de mettre en place des mesures de réduction supplémentaires des nuisances le cas échéant ;
- mettre en place une plate-forme dédiée au projet accessible en permanence au grand public qui permettrait d'afficher, heure par heure, les niveaux de nuisances phoniques constatées en façade des bâtiments d'habitation les plus proches et les résultats des mesures effectuées par les capteurs d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) ;
- compléter l'étude d'impact en établissant un bilan global des émissions de gaz à effet de serre émis et évités par le projet en prenant en compte l'ensemble de son cycle de vie (phases de chantier et d'exploitation).

Par ailleurs, l'Autorité environnementale a formulé deux recommandations spécifiques :

- à l'autorité décisionnaire, de préciser dans son autorisation d'exploitation les conditions d'exploitation du chantier et les mesures de suivi et de correction d'éventuels dépassements des niveaux sonores autorisés ;
- au maire de la commune de Saint-Denis, de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer le contrôle des nuisances sonores, notamment en phase travaux, afin que la population vivant à proximité soit protégée au mieux.

L'Autorité environnementale a formulé d'autres recommandations dans l'avis ci-après. La liste complète des recommandations figure en annexe du présent avis.

# Sommaire

Synthèse de l'avis.....	2
Sommaire.....	4
Préambule.....	5
Avis détaillé.....	7
<b>1. Présentation du projet.....</b>	<b>7</b>
1.1. Contexte et présentation du projet.....	7
1.2. Modalités d'association du public en amont du projet.....	11
1.3. Principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale.....	11
<b>2. L'évaluation environnementale.....</b>	<b>11</b>
2.1. Qualité du dossier et de la démarche d'évaluation environnementale.....	11
2.2. Articulation avec les documents de planification existants.....	12
2.3. Justification des choix retenus et solutions alternatives.....	12
<b>3. Analyse de la prise en compte de l'environnement.....</b>	<b>13</b>
3.1. Protection des nappes souterraines et des eaux superficielles.....	13
3.2. Les pollutions sonores.....	14
3.3. Émissions des gaz à effet de serre et qualité de l'air.....	16
<b>4. Suites à donner à l'avis de l'Autorité environnementale.....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>18</b>
<b>5. Liste des recommandations par ordre d'apparition dans le texte.....</b>	<b>19</b>



# Préambule

Le système européen d'évaluation environnementale des projets, plans et programmes est fondé sur la [directive 2001/42/CE du parlement européen et du conseil du 27 juin 2001](#) relative à l'évaluation des incidences de certaines planifications sur l'environnement<sup>1</sup> et sur la [directive modifiée 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011](#) relative à l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Les démarches d'évaluation environnementale portées au niveau communautaire sont motivées par l'intégration des préoccupations environnementales dans les choix de développement et d'aménagement.

Conformément à ces directives un avis de l'autorité environnementale vise à éclairer le public, le maître d'ouvrage, les collectivités concernées et l'autorité décisionnaire sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet, plan ou programme.

\* \* \*

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France a été saisie par le préfet de Seine-Saint-Denis pour rendre un avis sur le projet de réalisation d'une opération de géothermie, porté par le syndicat mixte des réseaux d'énergie calorifique (SMIREC), situé à Saint-Denis dans le département de la Seine-Saint-Denis, et sur son étude d'impact datée de juin 2022.

Le projet est soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement (rubrique 27°b du tableau annexé à cet article).

Cette saisine étant conforme au I de l'article R. 122-6 du code de l'environnement relatif à l'autorité environnementale compétente, il en a été accusé réception par le pôle d'appui à la MRAe le 25 juin 2022. Conformément au II de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, l'avis doit être rendu dans le délai de deux mois à compter de cette date.

Conformément aux dispositions du III de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, le pôle d'appui a consulté le directeur de l'agence régionale de santé d'Île-de-France le 4 juillet 2022. Sa réponse du 22 juillet 2022 est prise en compte dans le présent avis.

La MRAe s'est réunie le 25 août 2022. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet de réalisation d'une opération de géothermie, situé sur la commune de Saint-Denis.

Sur la base des travaux préparatoires du pôle d'appui et sur le rapport de Sabine Saint-Germain, coordonnatrice, après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Chacun des membres ayant délibéré atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

---

1 L'environnement doit être compris au sens des directives communautaire sur l'évaluation environnementale. L'environnement couvre notamment les champs thématiques suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs (annexe I, point f de la directive 2001/42/CE sur l'évaluation environnementale des plans et programmes, annexe IV, point I 4 de la directive 2011/92/UE modifiée relative à l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement).

Il est rappelé que pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Au même titre que les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête publique ou de la mise à disposition du public, le maître d'ouvrage prend en considération l'avis de l'autorité environnementale pour modifier, le cas échéant, son projet. Cet avis, qui est un avis simple, est un des éléments que l'autorité compétente prend en considération pour prendre la décision d'autoriser ou non le projet.

# Avis détaillé

## 1. Présentation du projet

### 1.1. Contexte et présentation du projet

#### ■ Contexte

Le SMIREC<sup>2</sup>, en lien avec Plaine Commune Énergie (PCE), a évalué la faisabilité d'une extension du réseau de chaleur ainsi que la création d'un nouvel outil de production d'énergie renouvelable (EnR) pour alimenter la commune d'Aubervilliers avec pour objectif le « verdissement » du schéma énergétique de la ville d'Aubervilliers (qui ne dispose pas de réseau de chaleur urbain à ce jour), par l'extension du réseau de chaleur historique de Plaine Commune Énergie (9 km de réseau alimentant la ville d'Aubervilliers).

Le projet de Saint-Denis comprend :

- la réalisation des équipements nécessaires au service public de production d'énergie nécessaire au chauffage et à l'eau chaude sanitaire (création d'un doublet de géothermie sur aquifère profonde, couplé à des pompes à chaleur, dites PAC),
- l'extension de 9 km du réseau de chaleur de Plaine Commune Énergie (PCE) sur la ville d'Aubervilliers nécessaire au transport et à la distribution de l'énergie calorifique des bâtiments du quartier du centre-ville d'Aubervilliers, de la ZAC<sup>3</sup> du Port Chemin Vert et de la ZAC du Fort d'Aubervilliers.

#### ■ Procédures réglementaires engagées au titre du code minier

L'objectif du projet est la récupération de la chaleur souterraine qui est assimilée par la réglementation à une substance minérale qualifiée de « gîte géothermique »(p.108). Les gîtes géothermiques sont des ressources minières et leur exploitation relève du code minier. La recherche d'un gîte géothermique basse température est soumise à autorisation préfectorale après enquête publique en application des articles L.124-4 et L.124-6 du code minier. L'ouverture de travaux de recherche puis d'exploitation de gîtes géothermiques est également soumise à autorisation préfectorale après enquête publique en application de l'article L.162-1 du code minier.

---

2 Syndicat mixte des réseaux d'énergie calorifique

3 Zone d'aménagement concerté

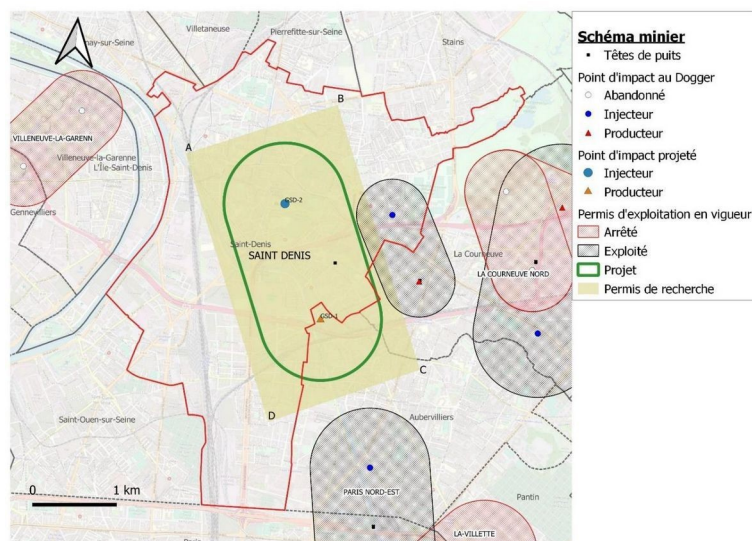


Figure 1: Permis de recherche et d'exploitation prévisionnels du nouveau dispositif géothermique – Etude d'impact p.10.

### ■ Localisation du site d'implantation

Le site d'implantation du projet de forage du doublet de centrale géothermique est localisé à l'est de la commune de Saint-Denis dans le quartier Franc-Moisin- Bel Air Nord, à proximité immédiate du site de la chaufferie biomasse et gaz du Fort de l'Est (p.82), au sein de la ZAC Bel Air Nord. Le terrain, d'une superficie d'environ 3 300 m<sup>2</sup>, se situe au croisement de la rue du Maréchal Lyautey et du cours du ru de Montfort. Il est actuellement occupé par des cheminements piétons, un terrain de sport et des alignements d'arbres.

La réalisation du projet conduira à délimiter le terrain actuel en deux zones (cf. Figure 3):

- la zone occupée par la centrale thermique et l'exploitation du site,
- la zone de maintenance et des deux têtes de puits du forage.

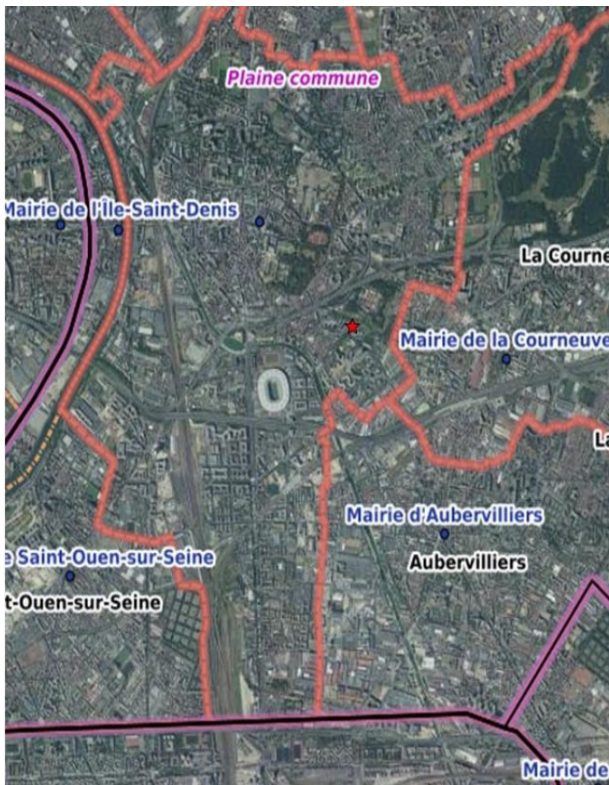


Figure 2: Localisation du secteur d'étude de Saint-Denis - Étude d'impact p.5.



Figure 3: Vue aérienne du site actuel - Étude d'impact p. 82.

### ■ Le forage

Le projet consiste en la réalisation d'un doublet profond captant l'aquifère du Dogger<sup>4</sup>, composé de deux puits inclinés et déviés (permettant un écartement suffisant des puits au toit du réservoir et limitant ainsi les interactions hydrauliques et thermiques entre puits), dédiés pour l'un au pompage de l'eau et pour l'autre à la réinjection de l'intégralité du volume extrait, après prélèvements des calories (cf. Figure 4). Le doublet sera associé à des équipements thermodynamiques de type pompe-à-chaleur (PAC) afin d'optimiser le fonctionnement de la géothermie. Un réseau enterré de canalisations « géothermales » permettra de relier les têtes de puits à la centrale géothermique sur une distance d'environ 15 à 20 m. L'appoint et le secours seront assurés par la chaufferie gaz et la chaufferie biomasse du site du Fort de l'Est exploitées actuellement par PCE dans le cadre d'une délégation de service public (DSP).

L'eau géothermale prélevée au Dogger à une température d'environ 57 °C en tête de puits est réinjectée à une température minimale de 25°C (p.85). Les paramètres de dimensionnement des installations correspondent à une production géothermale maximale de 320 m<sup>3</sup>/h (p.160). Sur la base de ces données, la puissance thermique moyenne prévisionnelle du nouveau doublet est d'environ 11,7 MW. Le projet permettra d'alimenter à terme des besoins estimés à 52,7 GWh/an. Le fonctionnement en doublet permettra, d'après le dossier, d'assurer la pérennité de l'exploitation de la ressource du Dogger au moins pour 30 ans d'exploitation (p.85).

4 Dogger : Principal aquifère exploité pour la géothermie en région parisienne. Il se situe entre 1 500 et 2 000 mètres de profondeur et contient une eau à une température variant entre 55 et 85°C selon la profondeur.



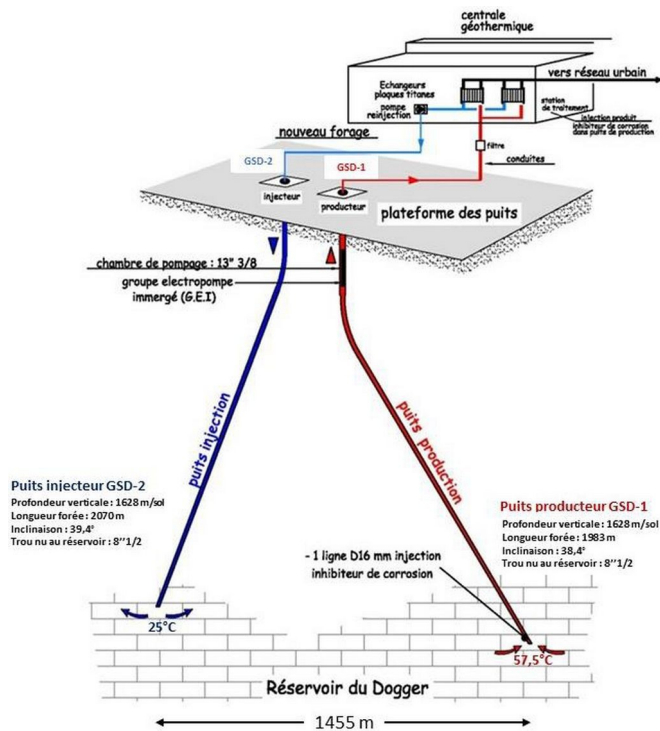


Figure 4: Schéma de principe et prédimensionnement de la boucle géothermale au Dogger - Etude d'impact p.160.

### ■ La centrale géothermique

Le bâtiment de la centrale géothermique aura une emprise au sol de 245 m<sup>2</sup>. Il sera construit sur un ou deux niveaux et atteindra une hauteur maximale d'environ 6,5 m (p.86). Des panneaux solaires devraient être installés sur la toiture du bâtiment.

Le bâtiment accueillera les équipements nécessaires au fonctionnement d'une géothermie profonde (pompe à chaleur associée aux échangeurs, pompes de réinjection...)

Les caractéristiques des éléments mobiles de la boucle géothermale (pompes et variateurs associés) seront déterminées pour réguler la production d'eau géothermale en fonction des besoins du réseau de chaleur (p.85)



Figure 5: Plan d'implantation prévisionnel et architecture de la centrale géothermique sur deux niveaux - Étude d'impact p.88.

### ■ L'aménagement du site

L'aménagement du site comprend la plantation d'arbres en remplacement de ceux abattus lors de la phase travaux et la création d'un jardin végétalisé en pleine terre (p.86).

A l'issue des travaux, une aire de service de l'ordre de 1 100 m<sup>2</sup> doit être ménagée autour des têtes de puits pour en assurer la maintenance (p.115).

### ■ La phase chantier

La durée des travaux de forage est estimée à 4 mois de février à mai 2023 (p. 14), tandis que les travaux de création de la centrale géothermique sont prévus pour durer neuf mois. A cela s'ajoutent les travaux de génie civil de mise en œuvre de la plate-forme de forage et de remise en état ainsi que les travaux d'équipement des puits de forage et de raccordement à la centrale géothermique. L'ensemble de ces étapes devrait s'étaler de décembre 2022 à juin 2024 afin d'aboutir à la mise en service du doublet géothermique prévue pour juin 2024 (p.105).

## 1.2. Modalités d'association du public en amont du projet

Le dossier ne précise pas les modalités d'association du public en amont du projet.

## 1.3. Principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale pour ce projet sont :

- la protection des nappes souterraines et des eaux superficielles,
- la pollution sonore,
- les émissions des gaz à effet de serre et la qualité de l'air.

# 2. L'évaluation environnementale

## 2.1. Qualité du dossier et de la démarche d'évaluation environnementale

L'étude d'impact comprend les éléments requis par l'article R. 122-5 du code de l'environnement. Elle présente une analyse de l'état initial de l'environnement, de sa sensibilité et de ses évolutions dans la zone d'étude qui correspond au territoire de la commune d'implantation des forages.

L'analyse de l'état initial de l'environnement aborde l'ensemble des thématiques environnementales en développant davantage les enjeux importants au regard du projet et de son environnement. L'évaluation des incidences porte, d'une part, sur la phase de travaux et, d'autre part, sur la phase d'exploitation des ouvrages.

La lecture de l'étude d'impact est facilitée par les nombreux renvois vers les chapitres et les annexes qui traitent de manière plus détaillée les éléments abordés au fil des paragraphes. Ces renvois permettent ainsi d'obtenir rapidement les compléments d'informations sur un sujet précis.

En revanche, l'étude d'impact est intégrée dans un document (intitulé « Rapport N°21 CFG 85/VB») qui, dans le dossier transmis, n'est pas identifiée clairement comme comprenant l'étude d'impact, ce document étant en outre dépourvu de sommaire immédiatement accessible (le sommaire de l'étude d'impact n'arrive qu'à la page 42) et présentant successivement deux résumés (« résumé non technique », pages 3 à 29, puis « résumé de l'étude d'impact du projet sur l'environnement », pages 30 à 41). Cette présentation gagnerait à être améliorée pour permettre une meilleure lisibilité, et le résumé non technique devrait faire l'objet d'un document à part, regroupant l'ensemble des résumés.

(1) L'Autorité environnementale recommande **d'améliorer la présentation du rapport d'étude d'impact afin d'en rendre les composantes plus directement accessibles, notamment en le dotant d'un sommaire général en début de document et en regroupant les résumés sous la forme d'un seul document à part qui constituerait le résumé non technique.**

## 2.2. Articulation avec les documents de planification existants

Dans le PLUi de l'établissement public territorial Plaine Commune applicable à la commune, le site d'implantation du projet relève de la zone UG, zone dédiée aux grands services urbains et aux grands équipements. Le projet de forages de puits géothermiques profonds et l'exploitation sont compatibles, d'après l'étude d'impact, avec les conditions d'occupation et d'utilisation de cette zone. Les travaux projetés, les constructions, affouillements et exhaussements des sols sont autorisés sur la zone dédiée au projet de géothermie (p.115).

L'étude d'impact rappelle que le projet doit être réalisé dans le respect des dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie et du schéma d'aménagement et de gestion (SAGE) Croult - Enghien - Vieille Mer (p.115). Elle étudie la compatibilité de ces deux documents qui fixent des obligations qualitatives et quantitatives relatives à la ressource en eau, à respecter par l'exploitant. Au travers des enjeux et objectifs de ces schémas récapitulés sous forme de tableaux (p.419 et 422), l'étude d'impact montre de quelle manière le projet respecte les objectifs fixés par ces documents.

L'Autorité environnementale note que l'étude d'impact n'analyse pas l'articulation du projet avec le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de Plaine Commune, notamment au regard de ses orientations relatives au développement et la promotion des énergies renouvelables.

(2) L'Autorité environnementale recommande **de compléter l'analyse de l'articulation du projet avec le PCAET Plaine Commune, en considérant les contributions du projet en matière de développement des énergies renouvelables et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.**

## 2.3. Justification des choix retenus et solutions alternatives

L'étude d'impact mentionne (p.57) que le SMIREC a évalué, en lien avec Plaine Commune Energie (PCE), la faisabilité d'une extension du réseau de chaleur ainsi que la création d'un nouvel outil de production d'énergie renouvelable (EnR) pour la commune d'Aubervilliers avec pour objectif :

- L'extension du réseau de chaleur historique de PCE (9 km de réseau à créer) ;
- Le « verdissement » du schéma énergétique de la ville d'Aubervilliers.

Cette extension sur neuf kilomètres du réseau de chaleur du SMIREC, d'une longueur actuelle de 70 kilomètres (p.61), sera à terme alimentée par le doublet de géothermie profonde au Dogger couplé à des pompes à chaleur. Le projet permettra de couvrir un minimum de 70% des besoins et de maintenir un taux d'énergies renouvelables supérieur à 50% sur l'ensemble du réseau.

Après un rappel de l'historique du projet, l'étude d'impact évalue succinctement la pertinence du projet au regard des besoins énergétiques à venir. Elle présente les choix techniques retenus suite à la réalisation des études pour évaluer le potentiel géothermal.

L'autorité environnementale note que l'étude d'impact ne présente pas de variantes au projet, ni de solutions alternatives envisageables. Elle relève que l'implantation des forages n'est pas justifiée au regard des possibilités de limiter les impacts négatifs (pollutions sonores en phase chantier), notamment sur les habitations et établissements scolaires à proximité.

(3) L'Autorité environnementale recommande **de mieux justifier le choix d'implantation du projet au**



regard d'autres solutions de moindre impact éventuel, notamment en termes de pollutions sonores en phase chantier.

## 3. Analyse de la prise en compte de l'environnement

### 3.1. Protection des nappes souterraines et des eaux superficielles

L'étude d'impact considère que la maîtrise de l'impact sur la ressource en eau (eaux souterraines et eaux superficielles), tant en phase chantier qu'en phase exploitation, représente un enjeu majeur du projet (p.414).

#### ■ Les eaux souterraines

Les puits traversent successivement plusieurs aquifères précisément décrits dans l'étude d'impact . Parmi ces aquifères, les nappes de l'Albien et du Néocomien sont identifiées comme stratégiques pour l'alimentation en eau potable par le SDAGE du bassin Seine-Normandie (p.435). Les principaux enjeux des opérations de forage sont donc de prévenir la mise en communication des aquifères successifs et éviter la pollution des aquifères traversées, en phase de travaux comme en phase d'exploitation (p.445).

Afin d'éviter toute contamination des nappes traversées et la mise en communication des nappes entre elles, l'étude d'impact détaille les mesures qui seront mises en place pendant la réalisation des forages (six mesures d'évitement et quatre mesures de réduction). L'étude d'impact précise que les boues de forage utilisées lors de la réalisation des puits sont constituées d'eau, d'argile naturelle inerte (bentonite), et éventuellement d'additifs complémentaires et que ces produits sont biodégradables et sans toxicité reconnue (p.445). Un contrôle continu des paramètres de la boue de forage sera réalisé et leur rhéologie<sup>5</sup> adaptée à la lithologie<sup>6</sup> des terrains traversés, de manière à limiter les infiltrations de boue dans les aquifères traversés. La mesure d'évitement n°25 (p.446) détaille la technique de forage utilisé. La mise en place de cuvelages et de tubages cimentés consolideront l'architecture des puits afin d'interdire toute mise en communication des nappes entre elles et ainsi d'éviter tout risque de pollution et de lessivage des terrains non consolidés. La technique de cimentation et le choix du ciment seront adaptés et les contrôles de fin d'opération seront mis en œuvre afin de garantir la qualité des barrières installées.

Durant la phase d'exploitation, l'étude d'impact signale que la contamination des nappes souterraines au droit des forages peut provenir d'un percement du cuvelage des puits entraînant une fuite de l'eau du Dogger, eau très salée et soufrée (p.444). Plusieurs mesures sont détaillées dans l'étude d'impact tenant notamment à la conception de l'ouvrage, à la prévention des incidents par la mise en œuvre d'un traitement inhibiteur de corrosion des cuvelages (mesure n°28 p.450) et par le suivi des paramètres de production et d'injection afin d'identifier les premiers indices d'apparition de fuite couplé à l'entretien et contrôle régulier de l'état des tubages (mesure n°17 p.450).

#### ■ Les eaux superficielles

Le projet se situe à proximité de l'ancien ru de Montfort, aujourd'hui enterré. Le réseau d'eau pluviale, qui a remplacé ce cours d'eau, aboutit, au moins pour partie, dans le bassin de la Plaine, en bordure du canal de Saint-Denis (p.224).

Le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection d'un captage superficiel ou souterrain. Les eaux destinées à l'alimentation en eau potable de la commune sont d'origine superficielle, en provenance de la Seine (p.441).

5 Étude des phénomènes qui conditionnent l'écoulement et la déformation de la matière.

6 Branche de la géologie qui étudie la composition des sédiments ou des roches, comprenant les caractéristiques physiques et chimiques.

Selon l'étude d'impact, durant la phase chantier, le risque de pollution des eaux superficielles peut avoir pour origine le déversement de carburants, d'huiles ou de produits polluants sur la parcelle (p.443).

Pour éviter ce type de pollutions, l'étude d'impact précise les mesures de précautions qui seront prises. À ce titre (mesure n°7 p.446), l'atelier de forage sera installé sur une plateforme en béton pour empêcher toute infiltration dans le sol. L'emprise du chantier sera ceinturée par un dispositif (drains, caniveaux, merlon ou fossé périphérique ceinturant la semelle en béton de la plateforme de forage) qui collectera les eaux de ruissellement (p.378). Les mesures relatives à la gestion des eaux de ruissellement, aux effluents du chantier au stockage des produits polluants sont décrites avec précision. Par ailleurs, pour la gestion des eaux géothermales pendant la phase chantier, celles-ci proviendront des essais de puits réalisés en fin de forage. Ces eaux seront dirigées vers des bassins étanches et refroidies via une tour réfrigérante avant d'être dirigées vers le réseau d'eau unitaire (p.182).

En phase exploitation, l'étude d'impact signale le risque de fuite du fluide géothermal (p.384) qui en cas de déversement accidentel sera confiné (p.407).

Compte tenu de l'absence de captage d'eau potable à proximité du site et de l'architecture des forages et des mesures envisagées (méthodologie de forage, contrôle continu des boues de forage et gestion des eaux de ruissellement) l'impact du projet sur les nappes souterraines et les eaux superficielles apparaît à l'Autorité environnementale limité et bien contrôlé au regard des mesures présentées.

### 3.2. Les pollutions sonores

La majeure partie du territoire de Saint-Denis est affectée par le bruit routier et/ou ferroviaire localisé autour des principales infrastructures de transport (autoroutes A1 et A86 et voies du RER) (p.285). D'après les cartes de bruit figurant dans l'étude d'impact (p.288), le quartier du projet ne présente pas de dépassement des seuils limites de bruits réglementaires (68 dB Lden pour le bruit routier). Les niveaux de bruit cumulés sur la journée, évalués aux abords du site sont compris entre 60 et 65 dB(a). La nuit, les niveaux de bruit sont compris entre 50 et 55 dB(a).

Les nuisances sonores engendrées par le projet seront principalement générées pendant la phase de forage prévue pour durer 4 mois (p. 14) en continu 24 heures sur 24 (p. 400). L'étude d'impact précise qu'elles proviendront (p.355):

- des moteurs et des compresseurs alimentant en continu l'appareil de forage ;
- de la rotation de l'outil et des tiges dans l'ouvrage ;
- des engins de chantier motorisés (pelles mécaniques, engins terrassement...) notamment pendant les travaux de génie civil préalables.

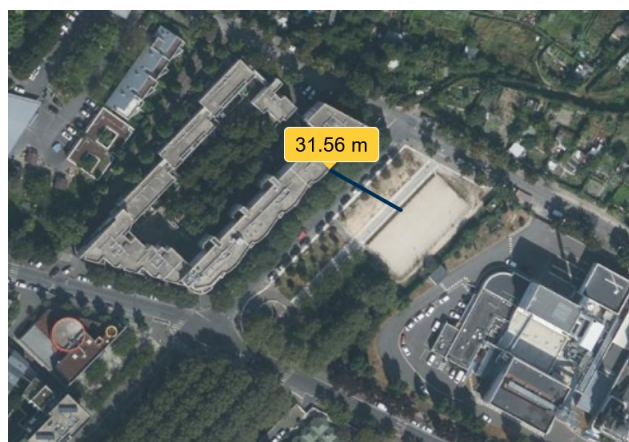


Figure 6: distance entre la zone de forage et les premières habitations (source MRAe /géoportail)

Le lieu d'implantation de la plateforme de forage se caractérise par une très grande proximité de nombreuses habitations (cf figure 6). Compte tenu de la durée du chantier, l'Autorité environnementale estime nécessaire de préciser la période durant laquelle les travaux les plus bruyants seront réalisés et recommande de les situer entre novembre et mars lorsque les fenêtres des logements et des équipements publics de proximité sont susceptibles d'être plus fréquemment fermées.

La méthode d'analyse des émergences sonores occasionnées par l'activité du chantier s'appuie sur une modélisation issue d'un autre chantier de géothermie qui ne prend pas en compte les caractéristiques propres du site d'implantation (p.355). L'évaluation des niveaux sonores est comprise entre 62 et 72 dB(A) aux abords du chantier. L'étude d'impact conclut que les valeurs d'émergence sonores occasionnées par l'activité du chantier sont importantes en limite immédiate du chantier, en particulier la nuit et peuvent atteindre jusqu'à 20 dB le long des habitations les plus proches. Selon cette même analyse, « *au-delà de la limite immédiate du chantier (rayons de 150 et 300 m), il n'y aura pas d'émergence liée à la machine de forage* » (p.359)

L'autorité environnementale considère qu'une modélisation sur un autre site urbain ne peut servir de démonstration pour justifier la pertinence des mesures envisagées pour le présent site. L'ambiance sonore actuelle au niveau de l'école et des habitations en période diurne, et nocturne pour les habitants, n'est donc pas caractérisée, ce qui ne permet pas l'évaluation de l'impact du projet. Il conviendra, une fois cette analyse effectuée, d'adapter les mesures d'évitement et de réduction des impacts sonores.

Des mesures de réduction et d'évitement sont simplement listées (p.360) sans que leurs effets ne soient caractérisés. L'Autorité environnementale constate que les principales mesures évoquées (p.362) (mise en place d'un mur anti-bruit, utilisation d'une machine de forage électrifiée...) ne seront appliquées que « *si le chantier entraîne des dépassements des niveaux sonores réglementaires* » et rappelle que le dossier doit évaluer précisément les incidences pour les riverains du site et adapter en conséquence les mesures à appliquer pour les réduire.

A cet égard, dans un souci de protection de la santé humaine, l'Autorité environnementale suggère de retenir les valeurs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme éléments de référence pour les mesures de gestion du bruit. L'OMS a établi les seuils de niveaux sonores à partir desquels le bruit (routier) provoque des effets sanitaires (forte gêne, impact sur le sommeil, augmentation du risque de maladies cardiovasculaires) à l'extérieur de l'habitat à 53 dB(A) Lden sur 24h et à 45 dB(A) en période nocturne. Or, les niveaux sonores constatés en situation initiale dans le secteur dépassent déjà ces seuils.

En phase d'exploitation, l'étude d'impact indique que les équipements seront enterrés au niveau des puits (groupe de pompage) et installés à l'intérieur de la centrale géothermique (pompes de circulation, pompes à chaleur...). Ainsi, d'après le dossier, le projet « *ne constitue pas une source de bruit* » (p.363). L'étude se limite à préciser que le projet respectera la réglementation acoustique en vigueur et que des dispositifs d'atténuation seront mis en place en cas de dépassement des valeurs réglementaires (p.363).

L'autorité environnementale appelle à une vigilance particulière sur les pollutions sonores et estime que pour la protection de la santé des riverains, les valeurs limites d'émergences sonores liées au projet doivent être définies, qu'un suivi acoustique doit être mis en place et que des mesures correctives doivent pouvoir être rapidement mises en œuvre, en cas de dépassement de seuils autorisés ou, au mieux, recommandés. Compte tenu de la proximité (rappelée plus haut) des installations de forage avec des habitations, l'Autorité environnementale recommande la pose de capteurs sonores en façade des bâtiments les plus impactés, de présenter les mesures heure par heure sur une plate-forme accessible en permanence au grand public.

#### (4) L'Autorité environnementale recommande de :

- compléter l'étude d'impact par une caractérisation de l'ambiance sonore actuelle du secteur du projet au niveau de l'école et des habitations, de jour comme de nuit ;
- préciser le calendrier précis retenu pour les travaux afin que la période de forage corresponde à une période hivernale où les fenêtres des logements sont la plupart du temps fermées ;

- sur la base des modélisations obtenues, évaluer les niveaux sonores prévisibles compte tenu des mesures de réduction envisagées, et adapter et renforcer si besoin ces mesures, en prenant en compte les valeurs-seuils recommandées par l'OMS ;
- réaliser les mesures vibratoires et de bruit pendant les travaux, y compris de nuit et dès le début du chantier, afin de caractériser l'émergence sonore nocturne dans les zones habitées et de mettre en place des mesures de réduction supplémentaires des nuisances le cas échéant
- mettre en place une plate-forme accessible en permanence au grand public qui permettrait d'afficher heure par heure les niveaux de nuisances phoniques constatées en façade des bâtiments d'habitation les plus proches.

(5) L'Autorité environnementale recommande à l'autorité décisionnaire de préciser dans son arrêté les conditions d'exploitation du chantier et les mesures de suivi et de correction d'éventuels dépassements des niveaux autorisés afin que la population présente aux abords du site (groupe scolaire, habitations) ne soit pas impactée par des nuisances sonores importantes notamment la nuit et lors des saisons chaudes lors desquelles les fenêtres sont souvent ouvertes.

(6) L'Autorité environnementale recommande au maire de la commune de Saint-Denis de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer le contrôle des nuisances sonores, notamment en phase travaux, afin que la population vivant à proximité soit protégée au mieux.

### 3.3. Émissions des gaz à effet de serre et qualité de l'air

L'étude d'impact souligne l'effet positif de la géothermie sur la qualité de l'air par la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

En phase chantier, d'après l'étude d'impact, l'impact du projet sur les émissions de CO<sub>2</sub> tiendra principalement à la consommation journalière de gasoil pour le fonctionnement des machines de forage et au trafic routier de camions. Sur la base des données de l'ADEME, l'étude d'impact évalue le bilan total d'émissions de dioxyde de carbone du chantier de forage à environ 1 048 tonnes équivalent carbone (p.367).

Les consommations énergétiques (sauf le gasoil pour le chantier) ne sont évaluées ni lors des travaux, ni lors de l'exploitation de la centrale géothermique et du réseau. Il est notamment prévu que l'appareil de forage soit raccordé à un poste électrique, ou, à défaut à des groupes électrogènes, de même que les équipements annexes (pompes, têtes d'injection rotative, etc.), qui fonctionnent avec une motorisation électrique alimentée par des groupes électrogènes. Par ailleurs, l'étude d'impact n'évalue pas les consommations énergétiques nécessaires, durant la phase d'exploitation, au fonctionnement des équipements de la centrale géothermique (pompes, etc.).

L'autorité environnementale note que l'étude d'impact ne comporte pas un bilan carbone du projet tenant compte des gaz à effet de serre émis et évités par le projet sur la totalité de son cycle de vie en intégrant les émissions produites durant la phase de travaux, puis durant la phase d'exploitation

(7) L'Autorité environnementale recommande de compléter l'étude d'impact par un bilan global des émissions de gaz à effet de serre émis et évités par le projet en prenant en compte l'ensemble de son cycle de vie (phases de chantier et d'exploitation).

#### ■ Émanations d'hydrogène sulfuré

L'eau géothermale contient une faible proportion d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) dissous. Le H<sub>2</sub>S est un gaz toxique, au surplus, extrêmement inflammable. À faibles concentrations, il dégage une odeur désagréable. Cette perception de l'hydrogène sulfuré est responsable de nuisances olfactives mais ne représente pas de

risques pour la santé en cas d'exposition accidentelle à une très faible concentration. L'étude d'impact indique que ce gaz est principalement susceptible d'être émis lors des phases de test de production des puits (p.369).

Toutefois, compte tenu de la toxicité du sulfure d'hydrogène, des mesures spécifiques seront prises par le maître d'ouvrage. Durant la phase de travaux, le projet prévoit la mise en place de dispositifs de détection et d'alerte, ainsi que la mise à disposition d'équipements de protection individuels pour le personnel (p. 370). Durant la phase d'exploitation, des capteurs dotés d'alarme sont installés dans la centrale géothermique. L'étude d'impact indique que le contrôle régulier de l'étanchéité de la boucle géothermale permet d'éviter tout risque d'émanation de H2S.

L'étude d'impact comporte un document de santé et de sécurité, qui recense l'ensemble des risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé et précise les mesures préventives ou correctives afin de garantir la sécurité et la santé du personnel (p.487).

**(8) L'Autorité environnementale recommande de faire figurer sur la plate-forme de suivi des nuisances évoquée à la recommandation n° 7 les résultats des mesures effectuées par les capteurs d'hydrogène sulfuré (H2S)**

## 4. Suites à donner à l'avis de l'Autorité environnementale

Le présent avis devra être joint au dossier d'enquête publique.

Conformément à l'[article L.122-1 du code de l'environnement](#), le présent avis de l'autorité environnementale devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'[article L.123-2](#). Ce mémoire en réponse devrait notamment préciser comment le maître d'ouvrage envisage de tenir compte de l'avis de la MRAe, le cas échéant en modifiant son projet. Il sera transmis à la MRAe à l'adresse suivante : [mrae-idf@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mrae-idf@developpement-durable.gouv.fr)

L'Autorité environnementale rappelle que, conformément au IV de l'[article L. 122-1-1 du code de l'environnement](#), une fois le projet autorisé, l'autorité compétente rend publiques la décision ainsi que, si celles-ci ne sont pas déjà incluses dans la décision, les informations relatives au processus de participation du public, la synthèse des observations du public et des autres consultations, notamment de l'autorité environnementale ainsi que leur prise en compte, et les lieux où peut être consultée l'étude d'impact.

L'avis de l'Autorité environnementale est disponible sur le site internet de la Mission régionale de l'autorité environnementale d'Île-de-France.

**Délibéré en séance le 25 août 2022**

**Siégeaient :**

**Éric ALONZO, Brian PADILLA,**

**Sabine SAINT-GERMAIN, Philippe SCHMIT, *président*, Jean SOUVIRON.**

# ANNEXE



## 5. Liste des recommandations par ordre d'apparition dans le texte

- (1) L'Autorité environnementale recommande d'améliorer la présentation du rapport d'étude d'impact afin d'en rendre les composantes plus directement accessibles, notamment en le dotant d'un sommaire général en début de document et en regroupant les résumés sous la forme d'un seul document à part qui constituerait le résumé non technique.....12
- (2) L'Autorité environnementale recommande de compléter l'analyse de l'articulation du projet avec le PCAET Plaine Commune, en considérant les contributions du projet en matière de développement des énergies renouvelables et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.....12
- (3) L'Autorité environnementale recommande de mieux justifier le choix d'implantation du projet au regard d'autres solutions de moindre impact éventuel, notamment en termes de pollutions sonores en phase chantier.....12
- (4) L'Autorité environnementale recommande de : - compléter l'étude d'impact par une caractérisation de l'ambiance sonore actuelle du secteur du projet au niveau de l'école et des habitations, de jour comme de nuit ; - préciser le calendrier précis retenu pour les travaux afin que la période de forage corresponde à une période hivernale où les fenêtres des logements sont la plupart du temps fermées ; -sur la base des modélisations obtenues, évaluer les niveaux sonores prévisibles compte tenu des mesures de réduction envisagées, et adapter et renforcer si besoin ces mesures, en prenant en compte les valeurs-seuils recommandées par l'OMS ; - réaliser les mesures vibratoires et de bruit pendant les travaux, y compris de nuit et dès le début du chantier, afin de caractériser l'émergence sonore nocturne dans les zones habitées et de mettre en place des mesures de réduction supplémentaires des nuisances le cas échéant - mettre en place une plateforme accessible en permanence au grand public qui permettrait d'afficher heure par heure les niveaux de nuisances phoniques constatées en façade des bâtiments d'habitation les plus proches.....15
- (5) L'Autorité environnementale recommande à l'autorité décisionnaire de préciser dans son arrêté les conditions d'exploitation du chantier et les mesures de suivi et de correction d'éventuels dépassements des niveaux autorisés afin que la population présente aux abords du site (groupe scolaire, habitations) ne soit pas impactée par des nuisances sonores importantes notamment la nuit et lors des saisons chaudes lors desquelles les fenêtres sont souvent ouvertes.....16
- (6) L'Autorité environnementale recommande au maire de la commune de Saint-Denis de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer le contrôle des nuisances sonores, notamment en phase travaux, afin que la population vivant à proximité soit protégée au mieux.....16
- (7) L'Autorité environnementale recommande de compléter l'étude d'impact par un bilan global des émissions de gaz à effet de serre émis et évités par le projet en prenant en compte l'ensemble de son cycle de vie (phases de chantier et d'exploitation).....16

(8) L'Autorité environnementale recommande de faire figurer sur la plate-forme de suivi des nuisances évoquée à la recommandation n° 7 les résultats des mesures effectuées par les capteurs d'hydrogène sulfuré (H2S).....17